

Les indices de la qualité de l'air et les infra-politiques derrière ceux-ci

Nerea Calvillo

A partir du XVIII^e siècle, la gouvernance des mesures et des analyses de l'air a commencé à se déplacer des associations civiles vers les autorités locales, pour devenir au XX^e siècle une obligation du gouvernement national qui s'est étendue grâce au développement d'améliorations technologiques des dispositifs de mesure. En 1912, un système intégré de surveillance de la pollution de l'air à base d'instruments a été lancé en Grande Bretagne, au même moment où le CIAP (Committee for the Investigation of Atmospheric Pollution) cherchait à systématiser l'observation de la pollution de l'air de la même manière que ce que faisaient déjà la démographie et la météorologie, afin d'établir de nouvelles normes analytiques et politiques. Ils ont « normalisé » l'air et ses dispositifs de mesure, mais l'air est resté du domaine scientifique et gouvernemental jusqu'en 1997, lorsque la Convention Aarhus a suggéré que les données produites par le gouvernement devaient être accessibles aux citoyens.

Ce mouvement a été primordial dans la démocratisation de la connaissance de l'air, aidé par le développement des technologies numériques et l'extension d'Internet. C'est à ce moment que les indices de qualité de l'air deviennent l'outil qui traduit les données numériques relevées par les mesures des capteurs ou « données scientifiques » en catégories qui donnent des indications quant à la dangerosité des données chiffrées pour la santé des citoyens. Les indices sont devenus les indicateurs entre les données et la citoyenneté et leur mise en œuvre et leur visualisation sont devenus des tâches à la charge des autorités.

Cette étude est consacrée à l'histoire des indices de la qualité de l'air, centrée sur Madrid pour la principale étude de cas, dans une tentative de découvrir ce qu'ils régulent exactement et qui les régule. Lorsqu'on compare les indices d'autonomie en Espagne, les différences sous-jacentes apparaissent. Pourquoi les informations offertes aux citoyens sont-elles différentes dans un cadre de variations spatiales minimales ? Qui décide et selon quelles critères de la densité exacte selon laquelle un épisode est « normal » ou « dangereux » ? Comment les limites sont-elles définies ? Comment la « norme » est-elle constituée et fixée ?

La matérialité des indices est explorée selon la manière dont ils deviennent public et imposent leur pouvoir. De la couleur choisie aux textes qui les caractérisent, de petites subtilités de langage et de registre définissent leurs différences. Lorsqu'on examine les pages Internet autour du monde, une gamme de variations encore plus importante est visible, chaque page essayant de poursuivre des objectifs de communication différents, allant de la simplicité à l'affectif ou à une interaction plus perceptible avec celui qui la regarde. Les différences entre les indices révèlent aussi les recoupements entre les politiques locales et globales dans la régulation de l'air et la façon dont ceux-ci sont utilisés comme des icônes d'identité nationale ou comme propagande institutionnelle.

Même destinés à être des objets d'information, ils sont en réalité des instruments bio- (thanato-) politiques qui gouvernent les chances de vie ou de mort. Dans la tentative de visualiser les implications énormes dans la santé de la société et les politiques environnementales de la définition de certaines gammes dans les mesures de données, il ressortira clairement que les indices, loin d'être scientifiques, sont au contraire hautement politiques. Quelles sont donc les infra-politiques qui se trouvent derrière ceux-ci ?

Une gamme de couleurs allant du rouge au vert régule indirectement la santé de la population et divise la société en ce que Mark Whitehead appelle les « corps sensibles » à travers les affections

physiques des citoyens, classés dans des catégories de sécurité économique. La dernière partie de l'étude essaie d'identifier les « corps sensibles » qui sont affectés par la qualité de l'air. En analysant une sélection d'études épidémiologiques réalisées à travers le monde, on peut interroger deux grandes idées reçues :

La première idée c'est qu'il existe quelque chose tel qu'un « corps aérien normal » immune aux variations de densité de ses différents composants. Aux USA et au Royaume Uni, ce corps normal (ou sain) devient la mesure humaine équivalente aux indices. Mais si l'on analyse l'impact physique de la pollution de l'air sur la santé humaine du point de vue féministe, il ressort que les sensibilités aériennes sont des variations physiques qui ont lieu au niveau microscopique dans tous nos corps. On peut donc dire que nous sommes tous à un moment ou un autre de notre vie des corps sensibles, une situation qui peut s'accroître selon l'exposition. Le corps devient alors le produit de l'histoire, du changement social et l'interaction constante entre les êtres humains, leur environnement et le contexte dans lequel ils vivent. Et une nouvelle question se pose : cette aéro-sensibilité, est-elle une forme de diversité fonctionnelle ?

La deuxième idée, c'est qu'il est possible qu'il existe des identités telles que le sexe, la classe ou la race qui augmentent la sensibilité aérienne (des modificateurs). Mais l'inconstance des résultats des différentes études et l'ambiguïté des résultats de la plupart nous permettent de questionner les identités au départ des études. Ce questionnement est pertinent puisque la norme n'est pas simplement un régulateur mais elle construit aussi la réalité. En effet, les résultats des études biomédicales peuvent être généralisés pour donner lieu à une politique de santé publique qui dans ce cas servirait à perpétuer les identités pré-existantes et produirait à la longue des situations d'exclusion, d'inégalité ou d'oppression, comme le propose Dean Spade, « en dehors du cadre de discrimination individualisante, et au contraire à travers une appréhension bio-politique de la gestion des populations et la distribution des chances de vie ».

Pour conclure, une proposition peut être faite quant à la manière dont la définition de ces gammes pourrait devenir l'un des « lieux forts » de l'action politique dans une gestion indépendante de l'air par les citoyens.